Informations de base	
2021/2226(BUI) BUI - Initiative budgétaire	Procédure terminée
Orientations pour le budget 2023 - section III **Subject** 8.70.53 Budget 2023	

Acteurs principaux

Parlement européen

Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
BUDG Budgets	ȘTEFĂNUȚĂ Nicolae (Renew)	09/12/2021
	Rapporteur(e) fictif/fictive LEWANDOWSKI Janusz (EPP) NEGRESCU Victor (S&D) GUERREIRO Francisco (Greens/EFA) RZOŃCA Bogdan (ECR) LAPORTE Hélène (ID) PAPADIMOULIS Dimitrios (The Left)	

Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
AFET Affaires étrangères	GAHLER Michael (EPP)	08/11/2021
DEVE Développement	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
INTA Commerce international	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
CONT Contrôle budgétaire	CHASTEL Olivier (Renew)	24/01/2022
ECON Affaires économiques et monétaires	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	

EMPL	Emploi et affaires sociales	PÎSLARU Dragoş (Renew)	24/01/2022
ENVI	Environnement, climat et sécurité alimentaire	CANFIN Pascal (Renew)	30/11/2021
ITRE	Industrie, recherche et énergie	EHLER Christian (EPP)	09/12/2021
IMCO	Marché intérieur et protection des consommateurs	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
TRAN	Transports et tourisme	GHEORGHE Vlad (Renew)	08/12/2021
REGI	Développement régional	SOKOL Tomislav (EPP)	06/12/2021
AGRI	Agriculture et développement rural	CAROPPO Andrea (EPP)	15/12/2021
PECH	Pêche	Président au nom de la commission KARLESKIND Pierre (Renew)	09/02/2022
CULT	Culture et éducation	LØKKEGAARD Morten (Renew)	06/12/2021
JURI	Affaires juridiques	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
LIBE	Libertés civiles, justice et affaires intérieures	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
AFCO	Affaires constitutionnelles	TAJANI Antonio (EPP)	26/01/2022
FEMM	Droits de la femme et égalité des genres	VANA Monika (Greens/EFA)	12/01/2022
PETI	Pétitions	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	

Commission européenne

DG de la Commission	Commissaire
Budget	HAHN Johannes

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
16/03/2022	Vote en commission		
24/03/2022	Dépôt du rapport de la commission	A9-0062/2022	Résumé
05/04/2022	Décision du Parlement	T9-0106/2022	Résumé
05/04/2022	Débat en plénière		

Informations techniques

Référence de la procédure	2021/2226(BUI)
Type de procédure	BUI - Initiative budgétaire
Sous-type de procédure	Préparation budgétaire
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	BUDG/9/07735

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE703.025	12/01/2022	
Avis de la commission	EMPL	PE704.834	03/02/2022	
Amendements déposés en commission		PE704.812	04/02/2022	
Avis de la commission	TRAN	PE702.958	08/02/2022	
Avis de la commission	CULT	PE703.021	09/02/2022	
Avis de la commission	FEMM	PE704.622	14/02/2022	
Avis spécifique	ENVI	PE704.692	17/02/2022	
Avis spécifique	PECH	PE719.567	17/02/2022	
Avis spécifique	CONT	PE719.630	22/02/2022	
Avis spécifique	AFET	PE704.714	28/02/2022	
Avis spécifique	AFCO	PE704.839	28/02/2022	
Avis de la commission	AGRI	PE703.181	02/03/2022	
Avis spécifique	REGI	PE719.820	02/03/2022	
Avis de la commission	ITRE	PE702.922	03/03/2022	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A9-0062/2022	24/03/2022	Résumé

Avis du Parlement sur les prévisions/orientations budgétaires		T9-0106/2022	05/04/2022	Résumé

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

Orientations pour le budget 2023 - section III

2021/2226(BUI) - 05/04/2022 - Avis du Parlement sur les prévisions/orientations budgétaires

Le Parlement européen a adopté par 463 voix pour, 71 contre et 97 abstentions, une résolution sur les orientations générales pour la préparation du budget 2023, section III - Commission

Budget 2023 : garder le cap sur la reprise

Les députés ont noté que, malgré les signaux encourageants qui laissent espérer une poursuite de la croissance en 2022, l'incertitude des perspectives économiques persiste, compte tenu de facteurs tels que la rupture de la chaîne d'approvisionnement, les prix élevés de l'énergie, la hausse de l'inflation et la poursuite de la pandémie de COVID-19, ainsi que les conséquences de l'invasion de l'Ukraine.

Le Parlement s'est par conséquent engagé à œuvrer à **l'adoption d'un budget tourné vers l'avenir** qui réponde aux priorités politiques de l'Union, à savoir i) permettre de renforcer l'union de la santé, ii) faire aboutir les transitions écologique et numérique et stimuler une reprise juste, inclusive et durable, notamment un soutien accru aux PME, iii) la promotion de l'état de droit, des valeurs de l'Union et des droits fondamentaux, iv) la contribution à la création de plus de débouchés, notamment pour les jeunes et v) la garantie d'une Union plus forte pour sa population et dans le monde.

Soulignant le rôle central de la **politique de cohésion** de l'UE en tant que politique d'investissement essentielle de l'Union, les députés s'attendent à une augmentation substantielle des crédits de paiement dans le budget 2023 étant donné que 2023 sera la dernière année de mise en œuvre des programmes européens du cadre financier pluriannuel (CFP) 2014-2020, mais aussi l'année où la mise en œuvre de nouveaux programmes commencera à s'accélérer.

Rappelant que la **nouvelle politique agricole commune** (PAC) s'appliquera à partir de 2023, les députés ont souligné l'importance centrale de la PAC et de la politique commune de la pêche dans le système alimentaire européen. Ils ont également souligné l'importance du bon fonctionnement des marchés agricoles, du développement durable des régions rurales, de revenus stables et acceptables pour les agriculteurs et les pêcheurs, de la gestion durable des ressources naturelles et de la préservation de la biodiversité ainsi que du renouvellement générationnel des agriculteurs.

Une Union de la santé plus forte

Rappelant que la crise de la COVID-19 a soumis les systèmes de santé publique à une pression sans précédent, le Parlement a salué la priorité donnée à la politique de l'Union en matière de santé et insisté à cet égard sur le programme «L'UE pour la santé» et le pôle «Santé» d'Horizon Europe.

Les députés ont demandé de doter l'Autorité de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA) de ressources nouvelles, de renforcer le Corps médical européen au sein du mécanisme de protection civile de l'Union en lui fournissant des moyens supplémentaires et de doter le plan européen pour vaincre le cancer d'un financement suffisant.

Transitions verte et numérique

Selon les députés, des efforts financiers supplémentaires sont nécessaires pour effectuer une **transition juste** vers une économie plus verte, durable, socialement inclusive, plus résiliente et compétitive. Ils ont demandé que les instruments de financement de l'Union soient déployés en priorité dans les régions, les secteurs et les zones qui seront les plus touchés par la transition écologique, en tenant compte des besoins des États membres.

La résolution a préconisé de :

- doter les programmes qui soutiennent l'action en faveur du climat et de la biodiversité et la protection de l'environnement, comme LIFE, de ressources ambitieuses et de mettre en œuvre le mécanisme pour une transition juste;

- d'investir dans la recherche et l'innovation dans les technologies, les procédés et les compétences verts;

- mettre à profit le Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) pour moderniser les infrastructures de transport et d'énergie, les relier entre elles et en accroître la durabilité afin de renforcer la sécurité et l'autonomie de l'Union dans le domaine de l'énergie;

- poursuivre la numérisation de l'économie et du secteur public et d'investir dans les infrastructures numériques grâce au volet numérique du MIE et par un soutien apporté à des domaines tels que l'intelligence artificielle, la cybersécurité et le calcul à haute performance de l'Union;

- combler le déficit de compétences numériques en encourageant les compétences numériques avancées;

- veiller à assurer un financement suffisant et un alignement entre les programmes de l'Union afin de créer les conditions de pénétration sur le marché des technologies et des innovations de pointe.

Promouvoir l'État de droit, les valeurs de l'Union et les droits fondamentaux

Les députés considèrent qu'il est essentiel pour la crédibilité de l'Union de veiller à la bonne utilisation des fonds de l'Union et de prendre toutes les mesures pour protéger les intérêts financiers de l'Union. Ils estiment que le règlement (UE, Euratom) 2020/2092 sur un **régime général de conditionnalité** pour la protection du budget de l'Union devrait être appliqué immédiatement et intégralement, comme le Parlement l'a demandé à plusieurs reprises.

Préoccupé par la détérioration importante de l'état de droit, de la démocratie et des droits fondamentaux, notamment de l'indépendance du pouvoir judiciaire, de la séparation des pouvoirs, de la lutte contre la corruption et de la liberté et de l'indépendance et des médias dans certains États membres, le Parlement a demandé de doter le programme «Citoyens, égalité, droits et valeurs» de moyens ambitieux.

De meilleures opportunités pour tous, notamment pour les jeunes

Rappelant les graves répercussions négatives de la COVID-19 sur les jeunes, les députés considèrent que le budget 2023 devrait inclure un **volet consacré à la jeunesse** afin de profiter de la dynamique de l'Année européenne de la jeunesse 2022, avec des actions et des politiques concrètes à poursuivre en 2023. Ils ont souligné l'importance d'Erasmus+ et ont insisté sur la grande importance de garantir des ressources financières suffisantes pour ce programme.

La résolution a également souligné la nécessité de renforcer le Corps européen de solidarité, qui aide les jeunes à acquérir une expérience pratique dans un autre État membre, augmentant ainsi leur capacité d'insertion professionnelle.

Une Union plus forte pour ses citoyens et dans le monde

Le Parlement a condamné l'invasion illégale, non provoquée et injustifiée de l'Ukraine par la Russie et toutes les tentatives de déstabilisation des partenaires de l'UE dans le voisinage oriental, ainsi que l'implication de la Biélorussie dans cette agression. Tout en soulignant la nécessité d'une coopération et d'une solidarité renforcées entre les États membres, les députés ont exhorté l'Union à **garantir un financement significatif** pour faire face aux conséquences géopolitiques de la crise actuelle, y compris le soutien au déploiement de mesures humanitaires et de préparation à l'accueil des réfugiés dans les États membres et dans le voisinage oriental.

La résolution a également insisté sur la nécessité :

- de fournir un financement adéquat aux pays des Balkans occidentaux et aux pays des voisinages orientaux et méridionaux, en particulier ceux qui mettent en œuvre des accords d'association avec l'UE;

- d'apporter un soutien financier continu pour l'accueil, l'enregistrement, l'examen et l'intégration des demandeurs d'asile, et de garantir un financement adéquat pour les objectifs spécifiques du Fonds pour l'asile, la migration et l'intégration;

- de dégager un soutien financier suffisant pour la sécurité et la défense de l'Union, notamment à l'aide du Fonds européen de la défense, qui soutient la recherche et le développement dans le secteur de la défense;

- de doter toutes les agences qui évoluent dans les domaines des droits fondamentaux, de l'asile, de la sécurité, de la justice et de la gestion intégrée des frontières, de moyens financiers et humains suffisants.

Étant donné que l'UE a besoin de ressources suffisantes pour répondre aux crises majeures ainsi qu'aux défis à long terme dans son voisinage et dans le monde entier, la résolution rappelle que **le plafond de la rubrique 6 du CFP est d'ores et déjà trop bas** et qu'il est indispensable de réviser l' actuel CFP. L'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale et l'instrument d'aide de préadhésion devraient bénéficier de financements suffisants. Il est par ailleurs indispensable d'apporter un soutien durable aux réfugiés, notamment en Turquie et de réagir aux évolutions à l'œuvre en Afghanistan.

Orientations pour le budget 2023 - section III

2021/2226(BUI) - 24/03/2022 - Rapport déposé de la commission, lecture unique

La commission des budgets a adopté le rapport de Nicolae ŞTEFĂNUȚĂ (Renew Europe, RO) sur les orientations générales pour la préparation du budget 2023, Section III - Commission.

Budget 2023 : garder le cap pour la reprise

Les députés ont noté que, malgré les signaux encourageants qui laissent espérer une poursuite de la croissance en 2022, l'incertitude des perspectives économiques persiste, compte tenu de facteurs tels que la rupture de la chaîne d'approvisionnement, les prix élevés de l'énergie, la hausse de l'inflation et la poursuite de la pandémie de COVID-19, ainsi que les conséquences de l'invasion de l'Ukraine. Par conséquent, ils ont rappelé que le budget de l'Union pour 2023 jouera un rôle important dans le **renforcement de l'économie de l'Union et de sa compétitivité**, ainsi que dans la construction de notre résilience commune, en contribuant à la mise en œuvre réussie du pacte vert pour l'Europe et à une transition juste, en favorisant la cohésion économique, sociale et territoriale, qui est l'une des pierres angulaires de la reprise, en plus de répondre aux défis géopolitiques.

Tout en soulignant le rôle central de la **politique de cohésion** de l'UE en tant que politique d'investissement essentielle de l'Union, les députés s'attendent à ce que cela se traduise, par conséquent, par une augmentation substantielle des crédits de paiement dans le budget 2023.

Le rapport a également souligné l'importance centrale de la PAC et de la politique commune de la pêche pour le système alimentaire européen, en assurant une **sécurité alimentaire et nutritionnelle abordable** et de qualité pour tous les Européens. Il a demandé qu'une attention particulière soit accordée à la petite agriculture, aux jeunes agriculteurs et aux petites entreprises de pêche en utilisant au mieux tous les programmes pertinents de l'UE et en les soutenant à la lumière des impacts négatifs de la pandémie de COVID-19, de la hausse des prix de l'énergie et d'autres crises.

Une Union de la santé plus forte

Rappelant que la crise du COVID-19 a soumis les systèmes de santé publique à une pression sans précédent et a exacerbé les défis existants, les députés se sont félicités de la priorité accordée à la politique de santé de l'Union et mettent en évidence le programme EU4Health et le pôle santé au sein d'Horizon Europe.

Le rapport note que le budget des activités de l'Autorité de préparation et de réaction aux urgences sanitaires (HERA) provient de ces programmes et du mécanisme de protection civile de l'UE. Les députés craignent que cela ne compromette la réalisation d'autres objectifs sanitaires importants convenus par les législateurs. Ils ont donc demandé que de nouvelles ressources soient allouées à HERA.

Transitions verte et numérique

Selon les députés, des efforts financiers supplémentaires sont nécessaires pour effectuer une transition juste vers une économie plus verte, durable, socialement inclusive, plus résiliente et compétitive. Il faut investir davantage dans la recherche et l'innovation dans les technologies vertes. Les députés ont estimé que l'UE doit utiliser pleinement le Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) pour moderniser et connecter ses infrastructures de transport et d'énergie et en accroître la durabilité, **en renforçant la sécurité et l'autonomie énergétiques de l'UE** et en développant davantage l'Union de l'énergie via l'interconnexion entre les États membres.

Le rapport souligne qu'une transition numérique réussie nécessite des efforts substantiels en matière **de recherche et d'innovation** dans le cadre d'Horizon Europe, des investissements importants dans les infrastructures numériques par le biais du volet numérique du MIE et un soutien dans des domaines tels que l'intelligence artificielle, la cybersécurité et le calcul haute performance de l'UE par le biais du programme pour une Europe numérique.

Promouvoir l'État de droit, les valeurs de l'Union et les droits fondamentaux

Les députés considèrent qu'il est essentiel pour la crédibilité de l'Union de veiller à la bonne utilisation des fonds de l'Union et de prendre toutes les mesures pour protéger les intérêts financiers de l'Union. Ils estiment que le règlement (UE, Euratom) 2020/2092 sur un **régime général de conditionnalité** pour la protection du budget de l'Union devrait être appliqué immédiatement et intégralement, comme le Parlement l'a demandé à plusieurs reprises.

Un niveau ambitieux de ressources devrait être alloué à la protection de l'État de droit, de la démocratie et des droits fondamentaux, y compris l'indépendance du pouvoir judiciaire, la séparation des pouvoirs, la lutte contre la corruption et l'indépendance et la liberté des médias dans certains États membres.

De meilleures opportunités pour tous, notamment pour les jeunes

Rappelant les graves répercussions négatives de la COVID-19 sur les jeunes, les députés considèrent que le budget 2023 devrait inclure **un volet consacré à la jeunesse** afin de profiter de la dynamique de l'Année européenne de la jeunesse 2022, avec des actions et des politiques concrètes à poursuivre en 2023. Ils ont souligné l'importance d'Erasmus+ et ont insisté sur la grande importance de garantir des ressources financières suffisantes pour ce programme.

Le rapport a également souligné la nécessité de renforcer le **Corps européen de solidarité**, qui aide les jeunes à acquérir une expérience pratique dans un autre État membre, augmentant ainsi leur employabilité et leurs chances dans la vie.

Une Union plus forte pour ses citoyens et dans le monde

Les députés ont condamné avec la plus grande fermeté l'invasion illégale, non provoquée et injustifiée de **l'Ukraine** par la Russie et toutes les tentatives de déstabilisation des partenaires de l'UE dans le voisinage oriental, ainsi que l'implication de la Biélorussie dans cette agression. Tout en soulignant la nécessité d'une coopération et d'une solidarité renforcées entre les États membres dans ce contexte difficile, les députés ont exhorté l'Union à **garantir un financement significatif** pour faire face aux conséquences géopolitiques de la crise actuelle, y compris le soutien au déploiement de mesures humanitaires et de préparation à l'accueil des réfugiés dans les États membres et dans le voisinage oriental.

Le rapport souligne l'importance stratégique de **la politique d'élargissement dans les pays des Balkans occidentaux** et insiste sur la nécessité de fournir un financement adéquat aux pays des Balkans occidentaux et aux pays des voisinages orientaux et méridionaux, en particulier ceux qui mettent en œuvre des accords d'association avec l'UE, afin de soutenir des réformes politiques et socio-économiques globales et de renforcer la société civile et l'État de droit, ainsi que d'aider à la reprise après la crise du COVID-19 et ses conséquences économiques à long terme.

Le rapport souligne que les **questions d'asile et de migration** resteront prioritaires dans l'agenda de l'UE au-delà de la crise actuelle. Il est donc nécessaire d'apporter un soutien financier continu pour l'accueil, l'enregistrement, l'examen et l'intégration des demandeurs d'asile, et de garantir un financement adéquat pour les objectifs spécifiques du Fonds pour l'asile, la migration et l'intégration.

Étant donné que l'UE a besoin de ressources suffisantes pour répondre aux crises majeures ainsi qu'aux défis à long terme dans son voisinage et dans le monde entier, le rapport appelle à une révision du CFP actuel, avec **une augmentation possible de la rubrique 6 du CFP (L'Europe et le monde)**. Un soutien continu est demandé en Turquie pour les réfugiés et en réponse à l'évolution de la situation en Afghanistan.

Le rapport réaffirme que l'Union doit disposer de moyens suffisants pour réagir à des développements inattendus à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE. Par conséquent, les députés ont demandé à la Commission de mener une analyse approfondie des différentes implications des défis actuels et de leur impact sur la procédure budgétaire 2023 ainsi que sur l'ensemble du CFP 2021-2027, et d'évaluer quand une révision du CFP serait appropriée.

En ce qui concerne **la sécurité et la défense**, le rapport a souligné le besoin croissant d'un soutien financier adéquat dans ce domaine, notamment par le biais du Fonds européen de défense. Il a appelé à des efforts accrus pour améliorer la déployabilité et l'efficacité opérationnelle et pour améliorer la mobilité militaire, également en vue de contribuer au renforcement de la stabilité dans le voisinage de l'UE et au-delà, et pour faire face aux menaces hybrides et cybernétiques.